ÉGYPTE

Peine de mort confirmée pour le chef des Frères musulmans

Un tribunal égyptien a confirmé hier les peines de mort prononcées à l'encontre du chef des Frères musulmans Mohamed Badie et de onze autres personnes accusées d'avoir cherché à déstabiliser l'Etat et planifié des attaques.

Deux autres membres de la confrérie ont également été condamnés à mort par contumace. Les condamnés peuvent faire appel devant la cour de cassation.

M. Badie a déjà été condamné à mort dans un autre procès pour violences, mais il est actuellement rejugé dans cette affaire. Il a également été condamné quatre fois à la perpétuité dans d'autres procès.

Le tribunal a rendu son verdict après avoir soumis au grand mufti d'Égypte, comme l'exige la loi, ces condamnations à mort prononcées le 16 mars. L'avis de cette autorité religieuse est sollicité à chaque fois qu'une peine de mort est prononcée, mais il n'est pas contraignant pour la justice.

Toujours dans la même affaire, 23 personnes ont été condamnées à la prison à vie, dont un jeune citoyen égypto-américain, Mohamed Soltan, détenu depuis août 2013 et actuellement en grève de la faim. Son père, Salah Soltan, fait partie des 11 condamnés à mort. Onze autres personnes ont été condamnées par contumace à la prison à vie. Depuis que le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a été destitué par l'armée en juillet 2013, ses partisans sont la cible d'une sanglante répression policière.

Les 48 condamnés de cette affaire sont accusés d'avoir établi un «centre d'opérations» en vue de «préparer des attaques contre l'Etat», au moment où les partisans de M. Morsi observaient un immense sit-in au Caire sur la place Rabaa al-Adawiya.

Ce rassemblement avait été dispersé dans le sang le 14 août 2013.

Photo : DR

ARABIE SAOUDITE

Un avion pakistanais se voit interdire l'entrée de l'espace aérien

Un deuxième avion s'est vu interdire cette semaine l'entrée dans l'espace aérien saoudien faute d'autorisation préalable, a annoncé hier l'Autorité de l'aviation civile à Riyad.

L'Autorité précise dans un communiqué qu'un Boeing 767, enregistré en Jordanie et loué par la compagnie pakistanaise privée Shaheen Air, a dû faire demi-tour vendredi. Shaheen Air s'était vu notifier au préalable un refus à sa demande d'atterrir dans le royaume, selon le texte.

L'appareil «ne répond pas aux normes internationales de l'aviation civile» et à ce titre «il lui est interdit d'entrer dans l'espace aérien européen», ajoute l'Autorité, soulignant que «la sécurité de l'espace aérien saoudien demeure une priorité».

Mercredi, l'Autorité avait annoncé avoir empêché un avion transportant 260 pèlerins iraniens d'atterrir en Arabie Saoudite, affirmant que l'appareil n'avait pas les autorisations préalables pour pouvoir le faire.

SYRIE

Attaque terroriste avortée contre un aéroport clé dans le sud

Les forces gouvernementales ont repoussé une attaque du groupe extrémiste Etat islamique (EI) contre un aéroport militaire clé dans le sud de la Syrie, une bataille qui a fait 35 morts, a indiqué hier une ONG.

L'aéroport de Khalkhala est le seul aéroport militaire dans la province méridionale de Soueida, jusque-là largement épargnée par le conflit qui ravage la Syrie depuis quatre ans.

Vendredi, «des combattants ayant fait allégeance à l'EI ont attaqué pour la première fois les environs de l'aéroport militaire Khalkhala à Soueida», une province à majorité druze, a affirmé à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. Cet aéroport stratégique a été attaqué dans le passé à plusieurs reprises par des groupes rebelles et la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra, car il se situe sur l'autoroute reliant la ville de Soueida, aux mains de l'armée, à la capitale Damas.

Au moins 20 soldats et 15 djihadistes ont été tués dans la bataille, au terme de laquelle les forces loyalistes ont maintenu leur contrôle sur l'aéroport et ses environs, d'après l'OSDH.

L'agence officielle syrienne Sana a rapporté de son côté que l'armée avait fait «avorter des tentatives de terroristes de l'EI d'infiltrer les villages de Dalfaa et d'Abou Harate» dans la province de Soueida.

L'EI, qui contrôle déjà de larges territoires dans l'est et le nord de la Syrie, tente d'ouvrir d'autres fronts. Il a pris récemment la majeure partie du camp de Yarmouk dans le sud de Damas.

Toujours dans le sud du pays, les combattants du Front Al-Nosra se sont retirés du poste-frontière de Nassib dans la province de Deraa, laissant les rebelles le contrôler, d'après l'OSDH.

Des groupes rebelles, appuyés par la suite par Al-Nosra avaient pris le poste le 1er avril, privant le régime de toute présence à la frontière jordanienne. «Les rebelles ont demandé à Al-Nosra de partir car ils n'avaient pas participé aux combats», selon M. Abdel Rahmane.

Dans le nord, au moins cinq personnes ont été tuées et des dizaines blessées par des obus tirés hier par les rebelles contre le quartier chrétien de Souleimaniyé à Alep, selon l'OSDH. La télévision officielle a fait état d'au moins huit morts.

NIGERIA

L'opposition espère remporter les élections locales après sa victoire à la présidentielle

Le Nigeria est retourné aux urnes hier pour élire les gouverneurs et les représentants des assemblées locales des Etats, un scrutin que l'opposition espère remporter dans la foulée de sa victoire historique à la présidentielle il y a deux semaines.

Les bureaux de vote ont ouvert vers 8h, même si à plusieurs endroits l'horaire n'a pu être respecté, à cause de retards dans l'arrivée des assesseurs et du matériel électoral. Après s'être enregistrés dans la matinée, les électeurs devaient revenir voter l'après-midi, comme pour la présidentielle.

Les élections des gouverneurs n'ont eu lieu que dans 29 Etats hier, les autres ayant déjà fait l'objet d'élections partielles, mais l'ensemble des 36 Etats doivent se rendre aux urnes pour élire les représentants des assemblées locales.

Au total, 68,8 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes, dans le pays le plus peuplé d'Afrique — 173 millions d'habitants.

Le Congrès progressiste (APC) du président élu Muhammadu Buhari ne détient que 14 des 36 Etats de la Fédération nigériane, tandis que le Parti démocratique populaire (PDP) du président battu Goodluck Jonathan en contrôle 21. Mais le PDP «risque de perdre sa majorité concernant les gouverneurs, en partie à cause de l'effet d'entraînement, de l'usure du pouvoir et du succès de l'APC (à la présidentielle) dans des régions comme le sud-ouest et la "middle belt" (au centre)», a estimé le cabinet de conseil Eurasia Groupe dans une note publiée vendredi.

Pour le président d'Eurasia pour l'Afrique sub-saharienne, Philippe de Pontet, cependant, l'Etat stratégique de Rivers, en plein sud pétrolier, a des chances d'être remporté par le PDP.

Dans ce fief historique du PDP, le gouverneur sortant Rotimi Amaechi a changé son fusil d'épaule en cours de mandat en rejoignant l'APC en 2013.

Port Harcourt, la capitale de l'Etat de Rivers, a déjà été le théâtre de violences, au lendemain de l'élection présidentielle, des militants de l'APC accusant le PDP et la Commission électorale indépendante (Inec) d'y avoir bourré les urnes lors de la présidentielle - remportée par M. Jonathan avec 95% des voix dans cet Etat.

Dakuku Peterside et Nyesom Wike, les candidats de l'APC et du PDP dans l'Etat de Rivers, ont signé cette semaine un accord de paix. Mais une cinquantaine de militants de l'APC ont commencé à manifester dès hier matin, dans le quartier de Rumola, pour dénoncer de nouvelles fraudes et demander l'annulation du scrutin dans leur quartier.

Des tirs sporadiques ont été rapportés par endroits, dans cet Etat stratégique du scrutin, et une partie du bureau de la Commission électorale indépendante (Inec) a été brûlée dans la ville de Buguma, selon le porte-parole de la police, Ahmad Muhammad, mais la situation semblait maîtrisée à la mi-journée.

L'Etat de Rivers concentre une grande partie des revenus pétroliers et gaziers du Nigeria, premier producteur d'or noir d'Afrique.

Les actions des gouverneurs, qui tiennent les cordons de la bourse dans des domaines-clés, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, ont souvent plus d'impact direct sur la population que celles du président, selon certains experts.

Dans l'Etat de Lagos, le plus peuplé du Nigeria avec ses quelque 20 millions d'habitants, véritable poumon économique du pays et fief de l'opposition, Akinwunmi Ambode, de l'APC, pourrait être mis en difficulté par Jimi Agbaje du PDP. Le porte-parole de l'APC, Lai Mohammed, a accusé dans un communiqué «des voyoux armés par le PDP» de «tirer de façon sporadique pour effrayer les électeurs et de s'emparer du matériel électoral» à Lagos. Le PDP n'a pas réagi à ces accusations pour l'instant.

Dans les Etats de Kaduna, au nord, et du Plateau, au centre, deux zones où cohabitent musulmans et chrétiens et où les dissensions politiques ont tendance à attiser les tensions religieuses, des clashs sont toujours redoutés en période électorale.

L'APC pourrait prendre le pouvoir au PDP dans l'Etat de Kaduna, qui a voté à 70% pour M. Buhari à la présidentielle, selon les commentateurs.

La police et l'armée ont été déployées en grand nombre sur tout le territoire nigérian, à cause des risques de violences politiques et de la menace d'attentats islamistes. La circulation des véhicules a fait à nouveau l'objet de restrictions hier dès l'ouverture des bureaux de vote.

Selon l'Inec, des lecteurs de carte électorale biométrique, testés pour la première fois cette année pour empêcher les fraudes, seront à nouveau utilisés malgré des couacs techniques observés durant la présidentielle.

Les résultats de ces élections locales sont attendus à partir d'aujourd'hui, et ils seront annoncés par chacun des Etats, un à un.